



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

de la **Décision d'exécution de la Commission modifiant** la décision d'exécution de la Commission C(2022) 9210 du 5.12.2022 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Djibouti pour 2022

Document d'action « Gouvernance pour le développement »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Gouvernance pour le développement Numéro OPSYS: ACT-60868 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui, il s'agit de la Team Europe Initiative 2 « gouvernance pour le développement ». <u>Djibouti - Governance for development Team Europe Initiative and Joint Programming tracker (europa.eu)</u>
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée sur le territoire de la République de Djibouti
4. Document de programmation	Document de Programmation Conjointe 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Renforcer la gouvernance financière; Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité; Renforcer la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les migrations.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Secteur 2 : Institutions fortes / Gouvernance
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : 16 (paix, justice et institutions efficaces) Autres ODD importants : 1 (pas de pauvreté), 5 (égalité entre les sexes) et 10 (inégalités réduites)
8 a) Code (s) CAD	15111 Public finance management (PFM) 30%

	15152 Legislatures and political parties 32,5%			
	15190 Facilitation of orderly, safe, regular & responsible migration & mobility 37,5%			
8 b) Principal canal de distribution @	n.a.			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 4 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 4 000 000 EUR.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3			

1.2 Résumé de l'Action

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la programmation conjointe pour la période 2021-2027.

L'action proposée se concentrera sur la mise en œuvre de la priorité 2 (institutions fortes) du document de programmation conjointe. Elle visera à renforcer les capacités de l'Etat et soutenir les politiques nationales afin de promouvoir une meilleure gouvernance démocratique, transparente et innovante, en particulier dans la perspective des élections parlementaires de 2023. Cette action viendra compléter les projets déjà en cours sur le 11ème FED, permettant ainsi de consolider et d'approfondir les acquis, tout en soutenant les nouveaux chantiers prioritaires tels que la gouvernance financière.

L'appui se concentrera autour de trois objectifs spécifiques du document de programmation conjointe:

1.2.1. Renforcer la gouvernance financière ;

1.2.2. Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité;

1.2.3. Renforcer la mise en œuvre du plan d'action pour les migrations.

Ce projet contribuera à 100% à la *Team Europe initiative 2* « Gouvernance pour le développement » et contribuera à l'atteinte des objectifs suivants : i) renforcer la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme y compris dans le contexte migratoire ; et ii) accompagner la mise en œuvre des réformes des finances publiques identifiées.

L'action est alignée avec l'Agenda 2030, le Plan d'Action Genre III (GAPIII 2021-2025), et le Pacte mondial sur les migrations. Cette action contribuera principalement à la réalisation de l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces), mais également des ODDs 1 (pas de pauvreté), 5 (égalité entre les sexes), et 10 (inégalités réduites). Au sein de la *stratégie globale avec l'Afrique*, cette action s'inscrit dans le cadre des priorités de paix et gouvernance, migration.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Djibouti est un pays d'une importance cruciale au point de vue géostratégique dans la région. Sa situation géographique à la pointe de la Corne de l'Afrique et à l'entrée de la mer Rouge, couplée à ses ports et ses zones franches, lui confèrent un rôle clé dans toute la région en matière économique et commerciale. Djibouti joue aussi un rôle dans la dynamique migratoire et est un partenaire solide dans la lutte contre la piraterie maritime et le terrorisme. Ceci a accru l'attractivité de Djibouti pour les forces militaires engagées dans la lutte contre la piraterie maritime et l'islamisme radical. Djibouti a ratifié la quasi-totalité des conventions internationales à l'exception de la convention sur les droits des travailleurs migrants et les membres de leurs familles et la convention contre les disparitions forcées.

Djibouti est un pays à revenu intermédiaire avec un PIB par habitant de 3 044 USD (courants)¹. En 2021, la croissance sera moindre qu'espérée suite à la diminution de l'activité économique liée principalement à la pandémie de la COVID-19 et à la crise éthiopienne (croissance attendue à 1% du PIB en 2020² et 4% du PIB en 2021³ pour un PIB proche de 7% de 2013 à 2019⁴). Le développement économique du pays repose sur une stratégie ambitieuse d'intégration économique avec l'Éthiopie (dont dépend 30% de l'activité économique et 28 000 emplois) et au-delà, avec les pays de l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Par ailleurs, le pays est confronté à bon nombre de défis de nature macro-économique, à commencer par le niveau de sa dette publique liée principalement à des prêts chinois. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), Djibouti devrait accélérer les réformes pour faciliter la transition vers une croissance mieux partagée, tirée par le secteur privé, afin de créer des emplois et réduire la pauvreté (décembre 2021). Dans ce contexte, il est aussi essentiel de souligner que les inégalités de genre sont encore importantes notamment en ce qui concerne l'emploi, le taux d'activité et l'accès à l'éducation. De plus, ces disparités sont plus importantes dans les régions.

Djibouti constitue un hub de stabilité dans une région marquée par l'instabilité. Préserver la stabilité politique de Djibouti, en renforçant les capacités de l'État à administrer son territoire et sa population de façon transparente, démocratique et apaisée, demeure donc une grande priorité pour l'UE et la *Team Europe*.

Dans le cadre du second plan qui concrétise la *vision Djibouti 2035*, intitulé « Plan National de Développement - inclusion – connectivité – institution » (ICI) 2020-2024 », le gouvernement s'est fixé 5 priorités : i) Paix et Unité nationale, ii) Bonne Gouvernance, iii) Économie diversifiée et compétitive, avec comme moteur le secteur privé, iv) Consolidation du capital humain, v) Intégration régionale et Coopération internationale.

Par ailleurs, sur le dossier « migration » fin 2021, deux étapes importantes ont été franchies: l'élaboration d'une stratégie nationale, validée en septembre 2021 et traduite dans un premier projet de plan d'action en avril 2022, et la création d'un Bureau de Coordination pour les Migrations, placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, inauguré en juillet 2021.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes : Dans une région menacée par l'instabilité politique, Djibouti fait figure d'exception. L'État djiboutien est un allié stratégique de l'Union européenne et ses États-membres dans la Corne de l'Afrique. L'UE vise à préserver sa stabilité politique en soutenant ses institutions et les chantiers de réformes engagés par l'État. Si sur le plan politique interne, des défis restent à relever (améliorer la transparence, la gouvernance démocratique etc.), l'État a également su initier d'importantes réformes (justice, secteur privé, administration, décentralisation, numérique...) et a accentué ses efforts pour l'intégration des femmes dans la vie politique avec 26,2% des sièges du Parlement occupés par des femmes. Il est de l'intérêt de l'UE de continuer à soutenir Djibouti en appuyant les progrès et à pousser pour la démocratisation, la transparence et la bonne gestion publique avec pour objectif final la préservation de la stabilité politique.

¹ Rapport de suivi Banque Mondiale – 2019

² Données déclaration FMI décembre 2021

³ Idem

⁴ Banque mondiale 2021

Plusieurs tentatives de réalisation d'exercices PEFA ont été lancés sans succès depuis une dizaine d'années aucun travail de fond sur des réformes clés des finances publiques n'a été amorcé de manière collective. Le manque de transparence est reconnu par les acteurs clés au niveau national ; l'exercice de 2023 a été soutenu par les ministres des finances et du budget, ce qui laisse espérer une meilleure utilisation des résultats de l'exercice.

Depuis des dizaines d'années, la République de Djibouti souffre des faiblesses de certaines institutions, comme le soulignent divers indicateurs internationaux, ce qui s'est traduit une perception négative des institutions de l'État et de l'administration dans son ensemble par le citoyen. En soutenant les institutions de participation, de contrôle et de redevabilité de la République de Djibouti, nous contribuerons également à une meilleure performance de toutes les institutions de l'Etat djiboutien et de son administration tout comme la Vision Djibouti 2035 le préconise.

Djibouti se trouve sur la route migratoire du Corridor Est qui relie l'Ethiopie aux pays du Golfe et voit passer chaque année plus de cent mille migrants venant d'Ethiopie. Djibouti accueille aussi plus de trente mille réfugiés (ainsi qu'une « population flottante » qui reste dans le pays et contribue de façon informelle à l'économie) incluant 11 800 chercheurs d'asile (avril 2022). Les engagements de Djibouti dans le cadre du Pacte Mondial sur les Migrations (12/2018) et du Cadre Global d'Action pour les Réfugiés (09/2016) ont été tardivement traduits dans une Stratégie nationale pour les Migrations en 09/2021. En revanche, les engagements politiques du pays sur la question migratoire ont été, dès 2016, largement financés, surtout par l'Union européenne. L'absence de structure de pilotage, le manque de données statistiques consolidées sur les mouvements migratoires et la multiplication des appuis n'ont pas permis d'assurer une coordination forte afin d'assurer une complémentarité entre les différentes actions financées par les bailleurs. Le soutien au Bureau de Coordination pour les Migrations, créé en 06/2021, contribuera d'une part à accompagner le développement d'une coordination centralisée des actions migrations, et d'autre part à compiler, analyser, et diffuser des données et des statistiques fiables sur les flux migratoires (en fonction du sexe, de l'origine ethnique, de l'âge, du statut familiale, du profil migratoire) et à jour pour alimenter la définition de manière participative et transparente des politiques en la matière pour les années à venir.

Seulement 26 % des indicateurs essentiels au suivi des ODDs sous une perspective genre étaient disponibles. Des manques de données sont observés sur les indicateurs relatifs aux violences faites aux femmes, l'inactivité et le chômage et aussi les indicateurs liés au marché du travail (notamment dans le secteur du numérique).

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes seront les institutions suivantes : les autorités nationales et locales (notamment le ministère de l'intérieur à travers le Bureau de Coordination National pour les migrations, le ministère de l'économie et des finances, et celui du budget) et les institutions démocratiques et organismes de contrôle et redevabilité de l'État : l'Assemblée nationale (AN), et la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Dans la mesure du possible, les organisations de la société civile et en particulier celles représentant les femmes, les jeunes et les groupes vivant dans des situations vulnérables devront être associées afin de garantir la participation, la représentation des détenteurs de droits et améliorer la redevabilité des institutions.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de renforcer les capacités de l'État pour une bonne gouvernance.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. Renforcer la gouvernance financière ;
2. Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité afin de garantir les droits fondamentaux de tous et en particulier des femmes et des filles ;
3. Renforcer la gouvernance de la migration.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :

1.1 Sur la base des résultats du PEFA 2023, de la stratégie de réforme des finances publiques de la République de Djibouti et du Plan d'action y relatif 2024-2027, soutenir l'identification des réformes prioritaires

2.1 Renforcer les institutions démocratiques, notamment en soutenant l'Assemblée nationale (AN) et la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) tout en renforçant la participation institutionnelle de la société civile (spécialement les associations de femmes, de jeunes et des acteurs locaux).

3.1 Renforcer la gouvernance globale des migrations à Djibouti en renforçant la capacité des autorités à saisir les principales opportunités en matière de migration.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 pourront inclure entre autres :

Sur bases des conclusions et résultats de l'exercice PEFA et de la Stratégie de réforme des finances publiques du gouvernement de Djibouti et de son plan d'action 2024-2027, une assistance technique pourra être mise en place pour appuyer le gouvernement dans : i) ii) la mise en œuvre de ces réformes prioritaires identifiées dans le plan d'action 2024-2027, Pour ce faire, un accord administratif avec la Banque Mondiale, notamment, via l'établissement d'un dispositif de Trust Fund de Djibouti de la Banque Mondiale, est envisagée.

Activités liées au produit 2.1 pourront inclure entre autres :

L'action de l'UE visera à renforcer les institutions démocratiques afin qu'elles puissent assurer leur fonction de manière transparente et indépendante.

Il s'agira notamment de : i) Renforcer l'Assemblée Nationale, notamment en soutenant ses missions de représentation et de communication vis-à-vis de la société civile (avec une attention particulière aux femmes et aux filles) afin que tous les groupes puissent s'exprimer, mais également en appuyant ses fonctions législative, de contrôle et de redevabilité et en soutenant les réformes de l'administration parlementaire ; et ii) Soutenir la CNDH dans ses démarches d'accréditation à la *Global Alliance of National Human Rights Institutions* (GANHRI) et de suivi et mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU).

Activités liées au produit 3.1 pourront inclure entre autres :

Un soutien de l'UE à travers l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) pour renforcer les capacités du Bureau de Coordination pour les migrations est envisagé, afin d'assurer la coordination des actions liées à la migration, gérer, analyser et partager des données fiables sur les flux migratoires.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

En favorisant la bonne gouvernance, et en améliorant le fonctionnement de l'administration, également dans le domaine de la protection de l'environnement, le projet se traduira par un plus grand respect et qualité des lois au profit aussi de la nature de Djibouti.

Quant aux travaux et/ou réhabilitations éventuelles, ils devront veiller au respect des questions environnementales : conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux, énergies renouvelables, notamment solaire, éolienne ou produite à base de biogaz.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention [G1⁵]. Cela implique que la dimension genre sera intégrée systématiquement dans chaque composante de ce projet afin d'assurer que les perspectives, les besoins et les situations différenciés des femmes, des hommes et des jeunes soient pris en compte dans toutes les activités du projet. Des efforts devront être faits pour développer des outils de gestion des ressources humaines facilitant l'obtention des données désagrégées par sexe et âge. De plus, le projet donnera une attention spéciale au soutien pour l'élaboration des statistiques spécifiques à la discrimination à l'égard des femmes et les violations des droits humains basées sur le genre. Ces données seront utilisées pour renforcer les actions et renforcer ainsi l'approche intégrée des droits humains et de genre. L'action contribue au Plan d'Action Genre III (GAP III, 2021-2025) et plus spécifiquement « promouvoir une participation et un leadership équitables ».

Droits de l'homme

La bonne gouvernance et les droits de l'homme font aussi partie de ce programme, à travers l'appui offert aux institutions (Assemblée nationale, CNDH) et au Bureau de Coordination pour les migrations. L'approche basée sur les droits de l'homme sera appliquée dans tous les phases du cycle du projet en tenant en considération les principes de l'universalité, l'inaliénabilité, l'indivisibilité, l'interdépendance et le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de transparence et de redevabilité. Les principes de « ne pas nuire » (« do no harm ») et « ne laisser personne pour compte » (« leaving no one behind ») seront également pris en compte.

Invalidité/Handicap

L'inclusion des personnes handicapées fera l'objet d'une attention particulière dans la mise en œuvre du projet, notamment à travers les actions menées par la CNDH en étroite collaboration avec l'Association nationale des personnes handicapées (ANPH).

Démocratie

En soutenant et en renforçant les institutions de contrôle et de responsabilité de la République de Djibouti, telles que le Parlement et la CNDH, le projet aura un impact positif dans ce domaine.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Le renforcement des processus démocratiques et de redevabilité, l'assainissement des finances publiques et des processus y relatifs, l'attention portée à une meilleure gestion des migrations auront un effet positif sur le renforcement de la stabilité.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	Les capacités limitées des institutions et organismes nationaux en	Haute	Haute	Les modalités de mise en œuvre choisies pour mettre en œuvre ces actions (voir ci-dessous) permettent de limiter ces risques et de conserver un contrôle et un suivi

⁵ Objectif principal / objectif significatif / non ciblé

	général ainsi que le manque de volonté et de leadership politique			régulier au niveau technique ainsi que dans notre dialogue de politique.
2	Inexistence, indisponibilité ou insuffisance d'un budget de fonctionnement pour les institutions bénéficiaires de cette action	Haute	Haute	L'appui de cette action renforcera les capacités institutionnelles des institutions bénéficiaires, y compris celles concernant le plaidoyer pour recevoir un budget de fonctionnement suffisant et régulier.
3	Sensibilité du dossier migration et intérêt relatifs des autorités nationales	Haute	Haute	Le renforcement du Bureau de Coordination pour les Migrations devrait permettre qu'il devienne une structure centrale, de référence et de consultation

Enseignements tirés :

Hypothèses :

- Volonté politique
- La loi sur la réorganisation du ministère de l'intérieur qui inclut la validation de l'organigramme et la présentation du Bureau de coordination pour les migrations est votée et en vigueur.

Pérennisation : de manière générale, les projets d'appui institutionnel à Djibouti trouvent difficilement les ressources pour se maintenir durablement après la fin des financements extérieurs. Il est donc indispensable dès le début du projet de se focaliser sur les moyens de maintenir l'activité, en sécurisant le budget par une contribution nationale.

Appropriation : un exercice PEFA a déjà été mis en œuvre à Djibouti en 2016 mais les conclusions n'ont jamais été diffusées : importance du pilotage et de l'engagement national.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est que le renforcement de la gouvernance intervient dans le cadre général d'un pays à revenu moyen, tranche inférieure, où il est nécessaire de travailler à une meilleure répartition de la richesse. En outre, Djibouti voit passer plus de cent mille migrants chaque année, d'Ethiopie vers le Golfe. Ceci justifie l'importance de renforcer la gouvernance financière, de renforcer les institutions démocratiques et de contrôle et de veiller à une meilleure gouvernance des migrations.

Cet appui à la gouvernance s'inscrit dans la TEI de Djibouti « Gouvernance pour le développement », validé en novembre 2021, où l'Agence française de Développement appuie la gouvernance locale (mairie de Djibouti), la gouvernance financière (PEFA, la réforme du secteur financier et la gouvernance publique (Office national de l'eau et de l'Assainissement de Djibouti) ; l'ambassade de France soutient le développement de la société civile avec des projets axés sur le genre via des projets innovants des sociétés civiles et des coalitions d'acteurs (PISCCA), le renforcement des cadres de l'administration et de la police judiciaire.

Pour la gouvernance financière, des bailleurs, dont l'Union européenne, ont soutenu la réalisation d'un premier exercice PEFA pour la République de Djibouti en 2022 (dont la publication a été validée en début 2023) et soutiennent actuellement l'élaboration de la Stratégie de réforme des finances publiques. Quatre grands chantiers de réforme ont été identifiés qui seront formalisés dans une Stratégie de réforme à 7 ou 10 ans. Cela permettra de rédiger un premier plan d'action qui va prioriser les réformes sélectionnées pour la période 2024-2027 suivant l'urgence et la nécessité

de poser des fondations pour le reste de la mise en œuvre de la stratégie. Si les services concernés sont soutenus pour concrétiser les réformes, alors la gouvernance financière du pays sera améliorée, pour autant que le plan d'action ait été rédigé en parfaite appropriation et que les services soient prêts pour mettre en œuvre les réformes avec l'appui politique nécessaire.

Pour renforcer la gouvernance démocratique et la redevabilité, les pistes d'intervention portent sur leur indépendance et sur le renforcement de leurs capacités afin qu'elles puissent remplir pleinement leur rôle. Si l'Assemblée nationale et la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) reçoivent un appui, alors l'action favorisera le bon fonctionnement de ces institutions démocratiques à condition que la volonté politique soit présente. Une Assemblée nationale et une CNDH performantes vont assurer un meilleur fonctionnement de l'Etat, le renforcement de l'Etat de droit et des droits humains, y compris l'égalité des sexes.

Les hypothèses pour cette logique d'intervention sont d'une part l'entière collaboration des institutions concernées et leur volonté d'indépendance, de l'autre celle des hautes autorités de l'Etat. La formation du personnel, le fonctionnement correct des institutions, une gestion efficace, et l'indépendance sont les piliers sur lesquels l'action gouvernance démocratique s'appuie. En les ciblant simultanément, ce projet répond aux besoins de la population qui souhaite plus de transparence et d'efficacité dans le fonctionnement des institutions de l'Etat.

Pour le secteur de la migration, si le Bureau de Coordination pour les Migrations voit ses capacités renforcées et dispose de personnel formé et d'outil informatique adéquat, alors cela lui permettra de mettre en œuvre son mandat de coordination de la stratégie nationale pour les migrations, une meilleure gestion des données liées à la migration, et la fourniture de services de protection aux migrants. Cette composante pourra notamment bénéficier des exercices en cours de l'Organisation Internationale pour les Migrations (*Displacement Traffic Matrix, Migration Monitoring flow*). Ces données ainsi collectées et analysées permettront d'alimenter le rapportage dont Djibouti a la responsabilité dans le cadre de ses engagements au niveau international.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade de la contractualisation. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être renseignées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce DA, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact		Indice de developement humain Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique WB doing business	2020 : IDH 166/188 2020 : 42/55 IIAG ⁶ 2021 : 99/190 Doing Business 2021 ; rapport article IV IMF, appreciation de la stabilite macro economique du pays	2027 : Progression constante des 3 indices sur la durée du programme 2027 ; rapport article IV IMF, appreciation de la stabilite macro economique du pays	Indice de développement humain Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique World Bank doing business survey: https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/d/dj/ibouti/DJI.pdf	<i>Non applicable</i>
Résultat 1	1. La gouvernance financière est renforcée	1Degré de mise en œuvre des reformes prioritaires identifiées dans le plan d'action 2024-2027 et dans la strategie de réforme	1. Un plan d'action est adopté par le gouvernement et au moins deux mesures sont mises en oeuvre	1. Au moins 1 mesure de reforme contenue dans le plan d'action 2024-2027 a été mise en œuvre et complétée	1. Rapports sur la mise en œuvre du plan de réformes du gouvernement via la coordination gouvernementale 3. Rapport de l'exercice PEFA et plan de réformes du gouvernement	La stratégie de réforme et son plan d'action y relatif sont adoptés par le gouvernement

⁶ Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique

Produit 1 lié au résultat 1	1.1 Suite au PEFA, les réformes prioritaires à mener sont identifiées et la mise en œuvre de ces réformes est appuyée	1.1.1 Le plan d'action a identifié les réformes à mettre en œuvre 1.1.2 Nombre de réformes identifiées faisant l'objet de mise en œuvre	1.1.1 Décembre 2023 : aucune réforme identifiée 1.1.2 Décembre 2023 : aucune réforme identifiée faisant l'objet de mise en œuvre	1.1.1 Plan d'action validé : nombre de réformes initiées 1.1.2 Au moins une mesure de réforme mise en œuvre et complétée	1.2.1 Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action 1.2.2 Résultat du plan de suivi de la réforme	La Stratégie de réforme et son plan d'action y relatif est adoptée par le gouvernement en incluant les éléments clés de la discipline budgétaire, de la mobilisation des ressources et la gestion de trésorerie et du budget programme
Résultat 2	2. Les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité sont renforcés afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles	Indice de perception de la corruption, Transparency international Les recommandations sorties de l'EPU 2023 sont acceptées et mises en œuvre par le Gouvernement et les Institutions cibles	2021 : IPC 30/100 ⁷ 2024 : Nombre de recommandations acceptées par Djibouti dans le rapport EPU 2023	2025 : Progression constante des indices sur la durée du programme : 46/100 2027 : Nombre de recommandations prises en charge par les institutions cibles, implémentées et monitorées	Indice de perception de la corruption, Transparency international Rapport annuel de la CNDH ; outil de suivi des recommandations EPU (OHCHR)	Existence d'une volonté politique

⁷ Indice de perception de la corruption, note donnée par Transparency international pour Djibouti. <https://www.transparency.org/en/countries/djibouti>

Produit 1 lié au résultat 2	2.1 Les institutions démocratiques sont renforcées	<p>2.1.1 Assemblée nationale Nombre de lois initiées par les parlementaires promulguées</p> <p>2.1.2 Nb d'initiatives post-EPU menées par les Parlementaires</p> <p>2.1.3 CNDH : Nombre de collaborations avec le Parlement sur l'examen de lois du point de vue des DH</p> <p>2.1.4 CNDH : Plan de suivi des recommandations de l'EPU à jour et monitoring des avancements</p>	<p>2.1.1. 2023 : 2 lois initiées par les Parlementaires et 1 promulguée</p> <p>2.1.2 2023 : 1 initiative</p> <p>2.1.3 2024 : aucune</p> <p>2.1.4 2024 : aucun plan</p>	<p>2.1.1. 2027 : au moins 3 lois initiées et promulguées pendant la durée du projet</p> <p>2.1.2 2027 : au moins 1 initiative par an pendant la durée du projet</p> <p>2.1.3 2027 : au moins 6 pendant la durée du Projet</p> <p>2.1.4 2027 : Plan en place et données à jour</p>	<p>2.1.1 Rapport d'évaluation final du projet/rapports annuels de l'AN</p> <p>2.1.2 Rapport annuel CNDH</p> <p>2.1.3. Outil de monitoring</p>	Existence d'une volonté politique
Résultat 3	3. La gouvernance de la migration est renforcée	<p>3.1 Nombre de stratégies ou de politiques de gestion des migrations ou de déplacements forcés en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE</p> <p>3.2 La coordination des actions migrations est opérationnelle, efficace et de qualité.</p>	<p>3.1 Aucune action issue du plan d'action n'est mise en place</p> <p>3.2 Aucune au démarrage</p>	<p>3.1 Deux actions issues du plan d'action sont mises en place</p> <p>3.2 Les réunions de coordination se tiennent mensuellement dès le démarrage du projet</p>	<p>3.1 Rapports du Ministère de l'Intérieur et du Bureau de Coordination pour les Migrations</p> <p>3.2 Minutes des réunions de coordination disponibles et partagées, une semaine après la tenue des réunions</p>	Existence d'une volonté politique

<p>Produit 1</p> <p>lié au résultat 3</p>	<p>3.1. La mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les migrations est appuyée par l'amélioration des capacités opérationnelles et administratives du Bureau de coordination pour la migration, conformément au plan d'action national pour Djibouti</p>	<p>3.1 Une évaluation complète des capacités et des besoins actuels des préfectures régionales en matière d'actions liées aux migrations.</p> <p>1.12 Des programmes de formation sur mesure en fonction des résultats de l'évaluation.</p> <p>3.1.3 Des ateliers interactifs, des formations et des séminaires pour les fonctionnaires des préfectures régionales afin de renforcer leurs capacités dans les tâches liées aux migrations, en encourageant les discussions collaboratives et en relevant les défis pratiques sont organisés</p> <p>3.1.4 Le centre de réponse aux Migrations (MRC) à Obock est soutenu</p>	<p>3.1.1 Nombre d'évaluations des capacités et besoins actuels</p> <p>3.1.2 Nombre de participants aux formations</p> <p>3.1.3 Nombre de formations et d'ateliers interactifs</p> <p>3.1.4 Nombre de migrants accueillis par le MRC</p>	<p>3.1 Au moins une évaluation</p> <p>3.1.2 Trente-cinq (35) (25 hommes 15 femmes)</p> <p>3.1.3 Trente (30)</p> <p>3.1.4 Cinq cent (500)</p>	<p>Minutes des réunions de coordination disponibles, Rapports du ministère de l'Intérieur et du Bureau de Coordination pour les Migrations, Evaluation de capacité</p>	<p>Le Bureau de Coordination pour les migrations assume son rôle de gardien de la gouvernance de la migration</p>
---	--	--	---	--	--	---

<p>Produit 2</p> <p>lié au résultat 3</p>	<p>3.2. Des données complètes sur les flux migratoires à Djibouti sont collectées par le biais des rapports de suivi des flux et des enquêtes, et partagées avec les partenaires concernés.</p>	<p>3.2.1 Les données sur les flux migratoires sont à jour, disponibles mensuellement, diffusées et utilisées par les Ministères impliqués dans le dossier migration.</p>	<p>3.2.1. Absence de données statistiques consolidées, à jour et fiables, produites par Djibouti</p>	<p>3.2.1 Les données sur les flux migratoires sont (désagrégées par sexe, âge, profils migratoires et de vulnérabilité) produites mensuellement et diffusées auprès des Ministères impliqués dans le dossier migration et les partenaires techniques et financier à partir du premier trimestre 2024</p>	<p>3.2.1 Rapports annuels produits, validés et soumis par Djibouti concernant ses engagements sur le Pacte Mondial pour les Migrationset le Cadre Global d’Action pour les Réfugiés</p>	<p>Les données sur la migration informent le dialogue et la politique migratoire du pays.</p>
---	---	--	--	--	---	---

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Djibouti.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁸.

4.4.1 Gestion directe (Subventions)

a) Objet de la subvention

La subvention contribuera à la mise en œuvre d'une partie de l'objectif spécifique 2 « Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles » ;

b) Type de demandeurs visés

NGO internationale, organisation internationale, Organisation Société Civile

4.4.2 Gestion directe (Marchés publics)

Le marché contribuera à la mise en œuvre d'une partie de l'objectif spécifique 2 « Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles ».

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

4.4.3.1

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Banque Mondiale. Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif spécifique 1 « Renforcer la gouvernance financière » L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) connaissance approfondie du système des finances publiques du pays partenaire ii) opportunité d'optimisation des fonds des différents bailleurs. Si l'entité envisagée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

⁸ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4.3.2

Une partie de la présente action peut être en œuvre en gestion indirecte avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif spécifique 3 « Renforcer la gouvernance de la migration ». L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) bonne connaissance du secteur de la gouvernance des migrations à Djibouti ; ii) expertise des politiques clés du pays en matière de gestion des migrations.

Si l'entité envisagée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Objectif spécifique 1 « Renforcer la gouvernance financière »	1 000 000
Gestion indirecte avec la Banque Mondiale – cf. section 4.4.3.1	1 000 000
Objectif spécifique 2 « Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles »	1 100 000
Subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.1	900 000
Marchés publics (gestion directe) – cf. section 4.4.2	200 000
Objectif spécifique 3 « Renforcer la gouvernance de la migration »	1 500 000
Gestion indirecte avec IOM – cf. section 4.4.3.2	1 500 000
Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1	900 000
Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2	200 000
Evaluation – cf. section 5.2	150 000
Audit – cf. section 5.3	50 000
Imprévus	200 000
Totaux	4 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage sera constitué pour chacun des trois volets correspondant aux objectifs spécifiques. Chaque comité se réunira deux fois par an, des comités ad hoc pouvant être organisés en cas de nécessité.

Le suivi de l'appui à la Stratégie de réforme des Finances publiques et au **plan d'action 2024 -2027** suite à l'exercice *PEFA*, fera l'objet d'un comité de pilotage comprenant les deux ministères concernés (budget et finances), les autres acteurs gouvernementaux (Cour des comptes, Commission des finances du parlement, Ministères sectoriels visés dans le plan d'action de la stratégie...) et les partenaires impliqués (UE, BM, AFDBAD, JICA etc.).

La composante d'appui à la *gouvernance démocratique et à la redevabilité* sera suivie par un comité de pilotage qui regroupera les acteurs clés au niveau gouvernemental.

La composante *gouvernance des migrations* est sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur et de son Bureau de coordination pour les migrations. Le Bureau travaillera en étroite collaboration avec les points focaux « migration » au sein des Ministères. Il existe, aujourd'hui, plusieurs réunions de coordination sur la question migratoire à Djibouti ainsi que des comités de pilotage pour les actions financées par l'Union européenne. Le renforcement des capacités institutionnelles du Bureau de coordination pour les migrations aura pour objectif de regrouper et renforcer la coordination et le pilotage des actions en faveur des migrations.

Les acteurs de la société civile impliqués dans les secteurs concernés seront formés et invités dans les comités de pilotage. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission doit participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Certaines données seront tirées d'enquêtes régulières réalisées par des agences des Nations Unies, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, tandis que d'autres données devront être fournies par le pays partenaires. Les détails sont mentionnés dans le cadre logique.

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge et handicap.

Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants. Une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre seront requises pour accompagner les équipes d'évaluation.

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment si une réorientation de certaines activités doit être décidée. L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux, y compris pour une révision de la politique menée.

Des évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres participants au TEI gouvernance seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Des évaluations supplémentaires portant sur le respect des droits humains, de l'égalité de genre et l'approche inclusive de l'action pourront être commandées. La mise en œuvre des cinq principes de travail de l'approche basée sur les droits humains sera testée et évaluée.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante : « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme Action individuelle;

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Numéro OPSYS: ACT-60868
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Accord administratif au bénéfice d'une entité pillar assessed (Banque Mondiale) (composante 1)
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention au bénéfice d'une organisation internationale, avec expérience spécifique et savoir-faire d'un projet d'appui au parlement et notamment au parlement djiboutien (composante 2).
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Contrat de service FWC (composante 2)
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Convention de contribution au bénéfice d'une entité pillar assessed (OIM) (composante 3)